RESOLUTION

Objet : Soutien aux initiatives du Groupe d'experts Interpol sur la corruption

L'Assemblée générale de l'O.I.P.C.-Interpol, réunie en sa 68^{ème} session à Séoul, du 8 au 12 novembre 1999,

PRENANT ACTE du contenu du rapport AGN/68/RAP/4, ainsi que de la recommandation adoptée par la 1^{ère} Conférence internationale sur la criminalité liée à la corruption,

CONSIDERANT que la corruption constitue une grave menace pour la démocratie et la société,

RECONNAISSANT que pour lutter efficacement contre la corruption, les services chargés de l'application de la loi doivent unir leurs forces à celles de la population, en adoptant une démarche holistique ;

RECOMMANDE que les pays membres s'engagent à soutenir sans ambiguïté les mesures prises par le Groupe d'experts Interpol sur la corruption, comme il est indiqué dans le rapport AGN/68/RAP/4 ;

ADOPTE la déclaration d'intention désormais appelée « Déclaration de Séoul ».

Adoptée

Déclaration de Séoul

Les Etats membres de l'O.I.P.C.-Interpol,

Sachant que l'application de la loi est essentielle à la défense des droits fondamentaux de la personne humaine, à la préservation de la vie et des biens, ainsi qu'à la protection des innocents,

Reconnaissant

- ⇒ que la corruption peut nuire gravement au bon fonctionnement de toute société et diminuer la capacité des services chargés de l'application de la loi à accomplir leur mission
- ⇒ qu'un fonctionnaire chargé de l'application de loi qui s'est laissé corrompre
 - sape la confiance et le crédit que le public accorde à l'Etat en général, et à la fonction publique et aux services chargés de l'application de la loi en particulier,
 - constitue un obstacle à l'exercice de la justice et rend donc inefficace la lutte contre la criminalité en général,

Considérant que la corruption ne peut être combattue efficacement qu'à condition qu'une démarche holistique soit adoptée, dans le cadre d'un effort général déployé aux niveaux tant national qu'international,

Déclarent que l'une des principales priorités de l'ensemble des pays membres d'Interpol doit être de faire en sorte que les services chargés de l'application de la loi ne soient pas touchés par la corruption. Cette garantie nécessite une ferme volonté, au plus haut niveau politique et administratif, d'établir et de maintenir un degré d'intégrité le plus élevé possible, dans l'ensemble de la fonction publique mais aussi, et en particulier, au sein des services chargés de l'application de la loi,

Déclarent qu'un programme national visant à garantir l'intégrité des fonctionnaires des services chargés de l'application de la loi doit prendre en compte les éléments suivants :

1. Une démarche anticorruption articulée autour de trois axes : formation et prévention, opérationnel/enquêtes, et relations publiques ;
2. La reconnaissance de la nécessité d'un code de conduite pour les fonctionnaires chargés de l'application de la loi, et dans les pays où la situation le permet, l'adoption et la mise en application d'un tel code conformément aux recommandations du Groupe d'experts Interpol ;

.../...

3. La reconnaissance de la nécessité d'un code de déontologie pour les fonctionnaires chargés de l'application de la loi, et dans les pays où la situation le permet, l'adoption et la mise en application d'un tel code conformément aux recommandations du Groupe d'experts Interpol ;
4. Le perfectionnement du processus de recrutement, en y ajoutant des tests permettant de vérifier l'intégrité des candidats, des entretiens et une enquête sur leur passé et leur entourage, afin de déterminer, dans la mesure du possible, leur degré de probité et ce, sans discrimination eu égard à leur situation de famille, à leur sexe, à leur race, à leur religion ou à leurs opinions politiques ;
5. Compte tenu du caractère transnational de la criminalité, il est essentiel que les services chargés de l'application de la loi coopèrent avec tous les services dûment habilités ainsi que leurs représentants, afin que s'exerce la justice, aux niveaux tant national qu'international, et encouragent la coopération avec toutes les institutions résolument engagées dans la lutte contre la criminalité en général, et la corruption en particulier ;
6. Tous les fonctionnaires chargés de l'application de la loi devraient recevoir une formation professionnelle continue couvrant tous les domaines ayant un rapport avec l'application de la loi, avec un accent particulier sur l'éthique et l'intégrité ;
7. Le personnel d'encadrement participant à la mise en œuvre d'initiatives anticorruption devrait :
 - examiner chaque année le relevé des avoirs et des dettes de l'ensemble du personnel, dans le respect de la législation nationale,
 - s'assurer de la responsabilisation et de la transparence des services vis-à-vis de la société,
 - surveiller les éléments susceptibles de permettre de déceler la corruption,
 - détecter les points faibles dans les méthodes de travail ainsi que dans les procédures administratives et juridiques,
 - veiller à la mise en œuvre durable de procédures d'audit interne et externe appropriées,
 - exploiter les progrès réalisés en matière de technologies de l'information et doter de ces outils l'ensemble du personnel,
 - donner un cadre approprié à la protection des informateurs, extérieurs ou internes,
 - mettre en œuvre des procédures efficaces et rapides afin que les plaintes déposées par le public soient traitées avec toute l'attention qu'elles méritent ;
8. La rémunération perçue par les fonctionnaires chargés de l'application de la loi doit être suffisante pour leur assurer un niveau de vie convenable.